

LesEchos.fr

Le financement des énergies renouvelables passera (aussi) par les particuliers

JULIE DEVRAN / AUDITRICE ÉNERGÉTIQUE | LE 03/02 À 14:41



Le financement des énergies renouvelables passera (aussi) par les particuliers

En retard sur le développement des énergies renouvelables, la France pourrait combler ses lacunes grâce à des solutions innovantes mettant à contribution les particuliers sur la base du volontariat.

La transition énergétique, nous le savons, coûtera cher. En effet, si nous voulons réduire notre consommation d'énergie carbonée (charbon, pétrole, gaz) et diminuer nos émissions de gaz à effet de serre, nous devons rénover nos logements, produire des véhicules sobres et, bien sûr, développer les énergies renouvelables (EnR), un domaine dans lequel notre pays a d'importants progrès à faire.

Alors qu'en 2014, l'Allemagne comptait 40 GW d'éolien installé, 38 GW de solaire et 9.000 unités de biogaz, la France affichait quant à elle quatre fois moins d'éolien, sept fois moins de solaire et 15 fois moins d'unités de biogaz. Le nombre de projets solaires bâtis dans l'Hexagone en 2015 a été quatre fois moins important que celui du Royaume-Uni, dix fois moins important que celui des États-Unis et dix-huit fois moins important que celui de la Chine.

Pourquoi un tel retard ?

Pour Damien Ricordeau, président de Finergreen, société spécialisée dans le **financement de projets** d'énergie renouvelable, deux facteurs sont à l'origine du retard français. D'un côté, le manque d'initiatives, auquel le gouvernement tente pourtant de remédier en doublant les appels d'offres organisés dans la filière solaire et en revalorisant les tarifs d'achat en méthanisation. Deuxième cause du retard : la pénurie d'investissements. Si les Français ont investi près de 24 Md € dans l'immobilier en 2014, ils n'ont investi que sept milliards dans les énergies renouvelables.

Or, les EnR sont des énergies capitalistiques pour lesquelles les coûts d'investissement sont très élevés. Ainsi, si le coût du combustible représente 80 % du coût total des énergies fossiles, la proportion est inverse pour les énergies renouvelables, dont les coûts d'investissement et de financement pèsent 80 % du coût total. La fondation Terra Nova estime qu'en faisant passer le poids du coût de financement des énergies renouvelables à 5 % du total (au lieu de 9 à 12 % actuellement), le coût de l'électricité verte pourrait baisser de 30 %, ce qui rendrait enfin la transition énergétique intéressante pour le consommateur.

S'intéresser aussi aux petits projets

Il est vrai que les investisseurs privés se montrent de plus en plus intéressés par les énergies renouvelables, qui sont également de plus en plus rentables. Mais cela concerne principalement les spécialistes du secteur, alors que c'est l'ensemble de la communauté institutionnelle financière non spécialisée qu'il faudrait attirer, afin de constituer une filière industrielle des énergies vertes solide.

Il faudrait également que, sans tourner le dos aux projets d'envergure, les investisseurs s'intéressent aussi aux petits projets, qui ont le plus grand mal à lever des financements. Or, ces projets, dans la mesure où les renouvelables sont par nature décentralisées, très localisées, et se présentent donc souvent sous la forme de petites unités de production, sont essentiels !

Faire contribuer les particuliers

À petites unités de production, petits investisseurs. La transition énergétique devra être financée grâce à des fonds publics, grâce aux professionnels de l'énergie, mais aussi grâce aux particuliers. C'est dans ce sens par exemple que va le Contrat Énergie renouvelable conçu par EDF. Mises en place en décembre dernier, les offres des fournitures d'électricité de ce contrat vert garantissent aux citoyens ainsi qu'aux grandes entreprises qu'une quantité d'électricité d'origine renouvelable équivalente à leur consommation sera injectée sur le réseau électrique.

Pour chaque MWh consommé, le groupe EDF s'engage à reverser deux euros au programme de recherche Previnergy, axé sur le développement et l'optimisation de la production des énergies renouvelables. Le consommateur dispose ainsi de la possibilité de s'engager concrètement dans la lutte contre le réchauffement climatique et contribue à financer des projets verts.

Il contribuera par ailleurs à redynamiser l'économie française. En effet, le développement des énergies renouvelables pourrait créer de nombreux emplois (3 à 9 par MW installé, selon certaines estimations) et réduire notre déficit commercial, constitué à 90 % d'importations d'énergie. Si les investissements sont considérables, les bénéfices devraient l'être tout autant.

Par **Julie Devran**, auditrice énergétique ●

@Juliedevran